

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-05-22-00005

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société LR ETANCO concernant les installations
exploitées à Aubergenville

ARRÊTÉ
préfectoral mettant en demeure la société LR ETANCO
concernant les installations exploitées à AUBERGENVILLE (78410)
ZI du Clos Reine

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.171-8 et L. 511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2015 autorisant la société LR ETANCO, dont le siège social est situé Parc des Érables, 66 route de Sartrouville à Le Pecq (78230), à exploiter une installation de production de systèmes de fixation sur le territoire de la commune d'Aubergenville, dans la zone d'activité du Clos Reine ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIAT-IDF-2024-0188 du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 avril 2024 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 6 décembre 2023 ;

VU le courrier en date du 29 avril 2024 distribué le 30 avril suivant transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 6 décembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le système de détection incendie de l'exploitation déclenche

une alarme et une alerte sur le système de sécurité incendie (S.S.I) du site ainsi que sur les téléphones du directeur de l'exploitation et celui du responsable hygiène sécurité environnement (HSE) ;

CONSIDÉRANT que cette détection incendie se fait par l'intermédiaire de détecteurs répartis sur l'ensemble de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les rapports datés du 14 octobre 2023 de la société spécialisée AG2S ont relevé plusieurs anomalies, notamment des détecteurs hors service et ont conclu que l'installation est partiellement hors service ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie qui se déclarerait dans les zones où des détecteurs dysfonctionnent pourrait prendre de l'ampleur sans que la détection incendie ne déclenche l'alarme et sans que le SSI n'alerte par téléphone le directeur du site et le HSE ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de protéger les personnes, le voisinage, les outils de productions de l'exploitation, et l'environnement, des conséquences d'un incendie qui n'aurait pas été détecté suffisamment tôt ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2015 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société LR ETANCO sise Parc des Érables, 66 route de Sartrouville à Le Pecq (78230) est mise en demeure, pour ses installations exploitées ZI du Clos Reine à Aubergenville (78410), de respecter les dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2015 **dans un délai de deux mois** en procédant aux travaux nécessaires afin de remettre l'installation de détection incendie dans son parfait état de fonctionnement.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans les délais prévus à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code

de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 4 : Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
 - au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - au maire d'Aubergenville,
 - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 22 mai 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS